

SBBK | CSFP |

Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz
Conférence suisse des offices de la formation professionnelle
Conferenza svizzera degli uffici della formazione professionale
Conferenza svizra dals uffizis da la furmaziun professiunala

Eine Fachkonferenz der Kantone (EDK) | Une conférence spécialisée des cantons (CDIP)

20/21 mai 2026

Rapport annuel 2025 de la CSFP élargie



261.50-1.11wifr

Table des matières

1	La CSFP et ses organes	4
1.1	Assemblée générale et Assemblée générale élargie	4
1.2	Comité	4
1.3	Bureau	4
1.4	Commissions	4
1.5	Secrétariat	5
2	Autres organes (membres du partenariat de la formation professionnelle)	5
2.1	CSFO	5
2.2	CTFP	6
3	Activités	6
3.1	Attrait de la formation professionnelle	6
3.2	Semaine de la formation professionnelle	6
3.3	Participation à des procédures d'audit	7
3.4	Engagement LENA (accompagnement du choix professionnel et attribution des places d'apprentissage)	7
3.5	Échanges entre la CESFG et la CSFP	7
3.6	Forums de dialogue	7
3.7	Autres journées thématiques et conférences	8
4	Projets	9
4.1	Professionnalisation des déléguées et délégués CSFP	9
4.2	Positionnement des écoles supérieures	9
4.3	viamia	9
4.4	Mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'OPUC	10
4.5	OPTIMA	11
4.6	Instruments scolaires d'aide au choix professionnel et de préparation à l'apprentissage (SINA)	11
4.7	Acquisition de supports didactiques dans la formation professionnelle	12
4.8	Mise en œuvre des projets eCG 2030 et MP 2030	12
5	Séances de la CSFP, de la CS OPUC et de la CSFC	13
5.1	CSFP	13

5.2	CS OPUC	14
5.3	CSFC	14
6	Membres	15
6.1	Assemblée générale	15
6.2	CSFP élargie	18
6.3	Comité de la CSFP	20
6.4	Commissions de la CSFP	20
6.5	Sous-commissions et autres	22
7	Secrétariat	23
8	Annexes	24

1 La CSFP et ses organes

1.1 Assemblée générale et Assemblée générale élargie

En 2025, la CSFP s'est réunie à l'occasion de deux assemblées générales et d'une assemblée générale élargie. Sont également invités à participer à cette dernière, en plus des directions des offices cantonaux de la formation professionnelle, les cheffes et chefs d'office directement subordonnés au conseiller ou à la conseillère d'État de leur canton pour l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OPUC) ainsi que pour la formation continue.

La CSFP élargie s'est réunie les 21 et 22 mai 2025 pour son assemblée générale ordinaire à Coire. Quant aux deux assemblées générales, elles se sont tenues le 27 février et le 25 septembre 2025 à Berne.

1.2 Comité

Le Comité se compose de dix membres en tout. En sont membres d'office : le président ou la présidente, les deux vice-présidentes ou vice-présidents ainsi que le président ou la présidente de la Conférence suisse de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CS OPUC) et celle ou celui de la Conférence suisse de la formation continue (CSFC). Participent à titre d'hôtes permanents : le directeur ou la directrice du Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CSFO), la ou le responsable du secrétariat de la Conférence latine de l'enseignement postobligatoire (CLPO) ainsi qu'un représentant ou une représentante du SEFRI. Le Comité gère les dossiers stratégiques de la CSFP et confie l'élaboration de ses positions à ses commissions.

En 2025, le Comité s'est réuni en séance ordinaire à sept reprises, et des journées de réflexion ont également eu lieu les 6 et 7 novembre 2025 à Pratteln, dans le canton de Bâle-Campagne.

1.3 Bureau

Le bureau se compose du président ou de la présidente, des deux vice-présidentes ou vice-présidents et du secrétariat de la CSFP. Ses tâches consistent à opérer un tri parmi les dossiers en cours et à préparer les séances du Comité et de l'Assemblée générale.

En 2025, le bureau de la CFSP s'est réuni à l'occasion de six séances en ligne.

1.4 Commissions

Les tâches de la CFSP sont remplies par neuf commissions permanentes couvrant les domaines suivants :

- formation professionnelle initiale (CFPI),
- formation et qualification des adultes (CFQA),

- développement des professions (CDP),
- financement de la formation professionnelle (CFFP),
- écoles supérieures (CES),
- organisation et processus (COP),
- procédures de qualification (CPQual),
- CSFO (CCSFO),
- transitions (CTR).

Ces commissions peuvent constituer des sous-commissions et des groupes de travail (à l'échelle des régions linguistiques) en vue d'effectuer certaines tâches.

1.5 Secrétariat

Le secrétariat est chargé de préparer les séances de l'Assemblée générale (élargie) de même que celles du Comité et du bureau. Il assure la gestion des dossiers des commissions et exerce ses activités conformément aux objectifs annuels fixés.

Aucun changement de personnel ne s'étant produit au cours de l'année sous revue, la composition du secrétariat est restée inchangée.

2 Autres organes (membres du partenariat de la formation professionnelle)

2.1 CSFO

Partenaire de la CSFP et des cantons, le Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CSFO) joue un rôle d'importance systémique pour la mise en œuvre de bon nombre de projets ayant trait à la formation professionnelle ainsi qu'à l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OPUC). En plus des activités courantes, cette agence spécialisée mène en priorité trois grands projets, qui ont été approuvés par la CDIP en 2023 et font l'objet d'un financement séparé. Il s'agit de la refonte complète du site orientation.ch (projet RIO), du remplacement du système BDEFA2 par vodex et de la numérisation des procédures de qualification (ePQual). Par ailleurs, le CSFO se développe aussi de plus en plus comme prestataire de services informatiques, différents instruments ayant été conçus, ces dernières années, en format numérique et en ligne, en vue de simplifier le flux et l'échange de données dans les cantons. En sa qualité de prestataire centralisé, le CSFO se charge d'effectuer bon nombre de tâches qui devraient sinon être réalisées par les cantons.

2.2 CTFP

La nouvelle structure de gouvernance introduite en 2022 dans la formation professionnelle, comprenant la Conférence tripartite de la formation professionnelle (CTFP), les sommets nationaux annuels et les forums de dialogue organisés à intervalles réguliers, est désormais bien établie. La CTFP assume le rôle central de plateforme de coordination du partenariat de la formation professionnelle.

En 2025, les membres de la CTFP se sont réunis pour sept séances en personne et douze échanges en ligne. La CSFP et la CDIP y sont représentées par Christophe Nydegger, Niklaus Schatzmann et Peter Marbet (qui y siège en tant qu'hôte permanent). Le rapport annuel de la CTFP peut être consulté [ici](#).

3 Activités

3.1 Attrait de la formation professionnelle

À partir de certains travaux préparatoires réalisés par le SEFRI, les partenaires de la formation professionnelle se sont accordés, lors du Sommet de la formation professionnelle 2025, pour donner un nouvel élan à l'initiative « Formation professionnelle 2030 » dans le cadre d'un projet dénommé « Attrait de la formation professionnelle ». Différents axes doivent permettre de traiter des thématiques telles que la formation en entreprise, la densité réglementaire dans la formation professionnelle, la maturité professionnelle, la numérisation et l'intelligence artificielle ainsi que la formation professionnelle supérieure et le processus du choix professionnel. Les axes ainsi définis se recoupent avec des exigences majeures formulées par la CSFP et les cantons, en particulier la promotion de la maturité professionnelle, la constitution de bases légales nécessaires à l'échange de données entre les cantons et les partenaires de la formation professionnelle, de même que l'examen de nouvelles offres comme l'apprentissage à temps partiel pour différents groupes cibles. Une autre mesure prévue consiste à réunir un groupe d'expertes et experts chargé de clarifier les questions fondamentales et d'élaborer ainsi les bases nécessaires pour examiner d'autres questions systémiques, telles que le pilotage général des offres de formation du degré secondaire II.

3.2 Semaine de la formation professionnelle

En 2025, la Semaine de la formation professionnelle s'est déroulée du 5 au 9 mai et a mis en avant les thématiques du choix professionnel et de la promotion des talents. Au total, 22 cantons y ont participé, soit deux de moins que l'année précédente ; ce sont les cantons de Soleure et de Thurgovie qui, pour des raisons d'économies, ont renoncé à y prendre part. En plus des 40 stations de radio impliquées, plusieurs chaînes de télévision ainsi que des portails en ligne ont également contribué à cette semaine de promotion, qui a bénéficié du soutien de différents partenaires : le SEFRI, les SwissSkills, orientation.ch, le portail « Lehrberufe Live! » de même que, pour la première fois, la fondation Movetia.

Cette édition 2025 était la dernière prévue dans le cadre du financement fédéral mis à disposition. Pour les manifestations organisées à partir de 2026, le secrétariat de la CS OPUC avait adapté le concept et engagé des négociations avec le SEFRI en vue d'aboutir à une nouvelle phase de financement du projet. En janvier 2026, le SEFRI a décidé de garantir le financement pour les années 2026 à 2030.

3.3 Participation à des procédures d'audition

Durant l'année sous revue, la CSFP a élaboré des modèles de prises de position à l'intention de ses membres en lien avec dix propositions de réponse à des auditions relatives à un total de seize formations professionnelles initiales (commission Développement des professions).

3.4 Engagement LENA (accompagnement du choix professionnel et attribution des places d'apprentissage)

Les partenaires de la formation professionnelle se sont retrouvés le 11 décembre 2025 pour faire ensemble un quatrième point de situation sur la manière dont l'engagement concernant l'accompagnement du choix professionnel et l'attribution des places d'apprentissage est mis en œuvre et sur les expériences faites dans ce contexte. Entré en vigueur en 2021, l'engagement LENA fixe certains délais à respecter pour l'attribution des places d'apprentissage : ainsi, la mise au concours des places, et donc le processus de recrutement, ne doivent pas démarrer avant le 1^{er} août de l'année qui précède le début de la formation. Les partenaires de la formation professionnelle considèrent l'engagement pris comme un réel progrès et comme une référence utile pour les entreprises formatrices, les différentes branches et les cantons. Le point de situation dressé en 2025 a montré qu'il était important de rappeler régulièrement les principes de cet engagement et que, même au sein des services publics, la sensibilité à cette question n'allait pas nécessairement de soi. L'idée erronée selon laquelle, pour recruter les meilleurs apprentis et apprenties, il faut attribuer des places d'apprentissage très tôt reste largement répandue. En revanche, les entreprises d'une certaine taille ayant un grand nombre de places à attribuer respectent bien les échéances fixées. Si les activités de communication déployées ont permis de faire relativement bien connaître l'engagement au sein du partenariat de la formation professionnelle, c'est toutefois nettement moins le cas parmi le corps enseignant du secondaire I, et il n'est pas du tout connu des jeunes ni de leurs parents. Il est donc nécessaire de continuer à investir dans la communication à ce sujet.

3.5 Échanges entre la CESFG et la CSFP

Le 16 janvier 2025, les comités de la CSFP et de la Conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II formation générale (CESFG) se sont retrouvés pour échanger sur des thèmes qui leur sont communs, et notamment sur les résultats de l'enquête réalisée par la CDIP concernant la participation des jeunes avec statut S aux offres de formation du degré secondaire II. Ont également été présentées les activités de la CESFG dans le domaine du numérique, l'état des lieux relatif aux écoles de culture générale (ECG) ainsi que les réflexions menées concernant la compensation des désavantages. Quant aux activités exposées par la CSFP, elles englobaient les réflexions portant sur l'attrait de la formation professionnelle ainsi que l'organisation de la journée dédiée à l'objectif des 95 %.

3.6 Forums de dialogue

Le 3 septembre 2025, un forum de dialogue destiné aux prestataires des formations en école et des cours inter-entreprises s'est tenu dans la salle orientale du Musée d'histoire de Berne. Organisé par la CSFP, il portait sur la

thématique de la maturité professionnelle abordée sous l'angle de la stratégie, des tendances et des enjeux actuels.

Les participantes et participants ont conclu qu'il importait de disposer d'un cadre qui permette de promouvoir la maturité professionnelle en cours d'apprentissage (MP 1), puisqu'elle représente un atout important pour l'attrait de la formation professionnelle. Dans ce contexte, il a été constaté que le besoin de main-d'œuvre formée au niveau tertiaire variait selon les branches, ce qui rend difficile de concevoir une solution uniforme applicable à toutes les formations professionnelles initiales. De manière générale, on observe que le système suisse de formation professionnelle se distingue par une bonne perméabilité, ce qui contribue à son attrait. La réflexion se poursuit à présent sur les questions juridiques qui se posent pour pouvoir définir un cadre permettant des modèles flexibles. Le but est de permettre différents accès à la MP 1 et MP 2 afin de pouvoir répondre à l'ensemble des besoins.

3.7 Autres journées thématiques et conférences

Le 27 mars 2025, la sous-commission alémanique pour la formation initiale en entreprise a tenu sa séance de printemps consacrée à l'efficacité dans la surveillance des apprentissages grâce à la psychologie positive et à la communication non verbale. Il a également été question du déroulement des procédures de conciliation, qui peuvent être appliquées en dernier recours. Y ont participé, comme chaque année, plus de 90 personnes actives dans la surveillance des apprentissages en Suisse alémanique et dans les cantons bilingues.

Le 17 septembre 2025, la commission Écoles supérieures (CES) a organisé à Berne un colloque qui a permis de présenter différents instruments introduits par les cantons dans le cadre de la surveillance des écoles supérieures (ES) : plateforme de suivi, renforcement des liens avec l'orientation professionnelle, admission des étudiantes et étudiants étrangers dans les écoles supérieures et admission sur dossier. Le colloque sera reconduit le 23 septembre 2026 à Berne.

Répondant à l'invitation du canton de Zurich, la commission Formation professionnelle initiale (CFPI) a tenu sa séance d'automne nationale pour la surveillance des apprentissages et des écoles les 30 et 31 octobre 2025 à Zurich-Oerlikon. Les participantes et participants ont eu l'occasion de visiter des entreprises formatrices, des écoles professionnelles et des centres de formation, de prendre part à des ateliers sur différents thèmes issus de la pratique dans la surveillance des apprentissages et des écoles ainsi que d'assister à une conférence, suivie de discussions en petits groupes, sur le risque que comporte l'académisation de la formation professionnelle. Une centaine de personnes ont participé à cette séance d'automne.

Le 10 décembre 2025 a eu lieu à Berne la séance d'information organisée par la commission Développement des professions (CDP) à l'intention des déléguées et délégués CSFP. Y ont participé 60 représentantes et représentants des cantons de toutes les régions linguistiques. L'accent a été mis sur la formation des déléguées et délégués CSFP dans les commissions DP&Q concernant le processus de développement des professions, et en particulier l'examen quinquennal et les enquêtes à mener auprès des cantons.

4 Projets

4.1 Professionnalisation des déléguées et délégués CSFP

Lors des révisions complexes qui ont été menées en lien avec les formations des employées et employés de commerce, des professions du commerce de détail et de celles de FUTUREMEM, les cantons ont pris conscience, jusqu'au niveau de la CDIP, de l'importance pour la CSFP d'être un interlocuteur fort dans le partenariat de la formation professionnelle, capable de représenter suffisamment tôt dans la réflexion et les discussions les sujets de préoccupation ayant trait à la mise en œuvre dans les cantons. Cette prise de conscience a conduit à la planification d'un nouveau service de soutien, au sein du Secrétariat général de la CDIP, chargé d'accompagner et de soutenir les déléguées et délégués CSFP dans leur tâche. Créé début 2026, ce poste permet d'assurer un accompagnement encore plus efficace des déléguées et délégués CSFP en leur apportant un soutien proactif, en particulier lors des révisions complexes.

À titre de mesure supplémentaire participant à cette professionnalisation, la CSFP s'est engagée en septembre 2025 à réduire, à plus long terme, le nombre de déléguées et délégués CSFP, qui est actuellement de 90, en permettant l'attribution de plusieurs mandats au sein des commissions DP&Q à un nombre limité de personnes. La CDP s'efforce d'appliquer cette approche au moment d'attribuer de nouveaux mandats et remercie les offices cantonaux lorsqu'ils proposent des personnes qui en assument déjà un.

4.2 Positionnement des écoles supérieures

Lors de la session d'hiver 2025, le Parlement fédéral a approuvé une révision partielle de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) permettant l'introduction de titres complémentaires dans la formation professionnelle supérieure. Ainsi, à partir de l'été 2026, les titulaires d'un brevet fédéral ou d'un diplôme ES pourront porter le complément de titre « Professional Bachelor », et les titulaires d'un diplôme fédéral celui de « Professional Master ». Les prestataires de formations ES seront ainsi mieux reconnus et bénéficieront d'une protection de l'appellation. Parallèlement à ces nouveautés, la CDIP a décidé au mois d'octobre d'améliorer le financement des ES. Sur proposition de la CSFP, elle a adopté une nouvelle base de calcul, qui entraînera un relèvement des tarifs de l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES). Cette nouvelle base sera appliquée pour la première fois pour l'année d'études 2027-2028.

4.3 viamia

Les derniers chiffres obtenus dans le cadre du monitoring montrent que la demande est restée forte durant l'année sous revue, et que la clientèle de viamia se déclare très satisfaite. Il s'agissait cependant de la dernière année pour laquelle un financement direct de la Confédération était prévu. Afin de garantir la poursuite de l'offre dans le plus grand nombre possible de cantons, la CS OPUC s'est activement engagée durant l'année 2025 pour que cette offre puisse être maintenue. Elle a ainsi élaboré et adopté conjointement avec les cantons un cadre général pour la poursuite d'une offre viamia adaptée.

Une majorité de cantons a exprimé sa volonté de poursuivre viamia à partir de 2026 conformément au cadre général.

4.4 Mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'OPUC

La mise en œuvre des actions définies se poursuit. Au début de l'année sous revue, la CS OPUC a entamé la réalisation de la première étape du projet visant à promouvoir le développement des compétences de gestion de carrière. Cette étape visait l'élaboration d'un concept-cadre de conseil orienté vers la pratique ainsi que le développement de moyens de communication. Ces deux objectifs ont pu être atteints en novembre 2025. La deuxième action prioritaire concerne la numérisation. La CS OPUC a examiné, dans le cadre d'un projet préliminaire, l'opportunité de développer un outil d'intelligence artificielle commun visant à alléger la charge administrative des conseillères et conseillers en orientation. Après examen de l'étude préliminaire, le Comité de la CS OPUC a décidé de ne pas poursuivre le projet.

En juin 2025, la CS OPUC a informé l'Assemblée plénière de la CDIP de l'état d'avancement de la mise en œuvre et lui a soumis un plan d'action actualisé jusqu'à fin 2026. En vue des prochaines années, la CS OPUC a en outre décidé de procéder à une révision de la stratégie nationale pour l'OPUC. D'une part, il a déjà été possible de mener à bien un grand nombre d'actions et, d'autre part, les conditions générales ont en partie changé. Lors de son assemblée plénière de novembre, la CS OPUC a dégagé de premières pistes pouvant servir de base à cette révision et a constitué un groupe de travail chargé de ce dossier.

4.5 OPTIMA

Des projets visant à optimiser les flux de données sont menés dans le cadre du programme OPTIMA, placé sous la responsabilité de la commission Organisation et processus (COP). L'accent se porte actuellement sur les travaux menés dans les cantons en vue de l'introduction et de la mise en œuvre des documents de référence issus des projets « Harmonisation de l'échange de données entre les offices de la formation professionnelle » (HAKA), « Norme eCH pour la formation professionnelle » et « *Secure Data Exchange* » (sedex), qui permettront une première harmonisation importante des processus d'échange de données centralisé entre les cantons. La mise en œuvre accuse un léger retard par rapport à l'objectif fixé à fin 2025 ; il est toutefois prévu qu'une majorité des cantons puissent au moins procéder à des tests début 2026. Sont également en cours de réalisation la mise en place et le développement des registres de données de base nécessaires pour un échange de données automatisé (lancement de la phase II pour l'extension de la base de données Profession Service, extension du registre des écoles professionnelles, travaux préparatoires pour la réalisation du registre des CIE). Les projets de base étant sur la bonne voie, la COP oriente à présent ses travaux vers l'échange effectif de données : le remplacement de BDEFA2 par vodex doit permettre de passer à un modèle d'échange de données simplifié ; de plus, un processus d'élaboration stratégique doit permettre de définir une vision commune à l'horizon 2035.

Les organes sont régulièrement informés des divers projets et activités menés à l'enseigne d'OPTIMA, et un aperçu des projets et services d'échange de données est tenu à jour. Ce dernier comporte notamment une feuille de route présentant en particulier les activités du CSFO et d'Educa dans le domaine de la gestion des données.

4.6 Instruments scolaires d'aide au choix professionnel et de préparation à l'apprentissage (SINA)

Le programme SINA (pour *Schulische Instrumente an der Nahtstelle*)¹ était un projet de la CDIP intervenant au moment de la transition entre le degré secondaire I et le secondaire II. L'objectif premier du projet était de mettre à disposition, à l'échelle de la Suisse, des outils développés au niveau cantonal et visant à améliorer l'adéquation entre les compétences des plans d'études régionaux du degré secondaire I et les exigences scolaires du secondaire II. Cependant, il s'est avéré difficile de trouver des cantons souhaitant participer au projet. Le 4 avril 2025, un atelier a donc été organisé avec différents spécialistes et des membres de la Conférence suisse des services de la scolarité obligatoire (CSSO) et de la CSFP, c'est-à-dire des collaborateurs et collaboratrices des services de la scolarité obligatoire ainsi que des offices de la formation professionnelle. L'accent a été mis sur des questions stratégiques ; il s'agissait de rediscuter de l'orientation et des objectifs du projet. Au cours de l'atelier, il est toutefois apparu que la majorité des cantons n'avaient que peu d'intérêt pour ce projet. Il faut dire qu'ils disposent déjà, dans leurs établissements scolaires, de processus et d'instruments bien établis pour préparer les élèves au passage vers le degré secondaire II, et en particulier vers la formation professionnelle. Concevoir un ensemble d'instruments uniformes via la CDIP apporterait par conséquent trop peu de valeur ajoutée, du point de vue de la plupart des cantons. Les participantes et participants à l'atelier ont donc proposé de mettre un terme au projet sous cette forme et de donner accès à ses résultats sur une plateforme. Cette proposition a été approuvée par le Comité et par l'Assemblée générale de la CSFP. Le secrétariat de la CSFP a donc élaboré une documentation rendant compte de ce projet ainsi qu'un rapport final synthétisant les principales informations, et les a mis à disposition sur une plateforme.

¹ Le projet était auparavant connu sous le nom de « Profilsd'exigences.ch : instruments scolaires d'aide au choix professionnel et de préparation à la formation initiale ».

4.7 Acquisition de supports didactiques dans la formation professionnelle

L'étude de faisabilité menée a permis d'élaborer en 2025 les bases nécessaires à la mise en œuvre de la décision de la CDIP. Cette décision vise à garantir une acquisition des supports didactiques à la fois efficiente du point de vue des coûts et conforme au droit des marchés public. L'idée est de laisser aux cantons la plus grande liberté de choix possible concernant les supports qu'ils souhaitent utiliser dans leurs écoles professionnelles. Compte tenu de la complexité du sujet, des clarifications supplémentaires s'imposent, notamment pour ce qui est de définir à quel niveau (national, régional ou cantonal) il convient d'organiser ces acquisitions.

4.8 Mise en œuvre des projets eCG 2030 et MP 2030

La CSFP a organisé des séances d'information régionales, en collaboration avec le SEFRI et la HEFP, afin de soutenir les cantons en vue de la mise en vigueur de l'ordonnance et du plan d'études cadre relatifs à l'enseignement de la culture générale (eCG). Le 21 mai 2025, la CSFP a adopté une recommandation relative à la gouvernance de la culture générale dans les cantons, et elle fournit également aux responsables cantonaux de l'eCG des informations utiles à cet égard.

Afin de bien accompagner la mise en vigueur de l'ordonnance révisée sur la maturité professionnelle, le groupe de travail « Maturité professionnelle » de la CFPI a organisé une rencontre, conçu des outils de référence et fourni des renseignements spécialisés. Le 21 mai 2025, une journée d'information s'est tenue à Zurich, réunissant une vingtaine de cantons. Plusieurs dispositifs cantonaux de mise en œuvre y ont été présentés ; des ateliers ont en outre été consacrés au développement de thématiques telles que la MP 1 ou la prise en compte des diplômes de langue. Le groupe de travail a mis à la disposition des cantons un guide relatif à l'utilisation des outils de référence lors des examens finaux écrits, ainsi qu'une recommandation concernant l'admission des employées et employés de commerce CFC à la MP 2 type « économie ». Il a en outre contribué au développement de la maturité professionnelle en consignnant, à l'intention des organisations du monde du travail (OrTra) et des cantons, les différents paramètres clés pour la mise en œuvre de la MP 1 dans le cadre des révisions de professions.

5 Séances de la CSFP, de la CS OPUC et de la CSFC

5.1 CSFP

Commission / organe	Sous-commission	Groupe de travail	Séances
Assemblée générale			3
Comité			7
Formation professionnelle initiale (CFPI)			7
	Formation initiale en entreprise (Suisse alémanique)		4
	Lieux de formation (Suisse alémanique)		6
		Groupe de travail Plurilinguisme	3
		Groupe de travail MP	8
Formation et qualification des adultes (CFQA)			4
Développement des professions (CDP)			11
Financement de la formation professionnelle (CFFP)			3
Écoles supérieures (CES)			4
Organisation et processus (COP)			4
Procédures de qualification (CPQual)			3

	Responsables des examens – Comité	9
	Responsables des examens – plénière	1
	Responsables des examens – (Suisse romande)	3
	Commission CSFO (CCSFO)	3
	Transitions (CTR)	4
	Total	87

5.2 CS OPUC

Commission / organe	Sous-commission	Groupe de travail	Séances
Assemblée générale			2
Comité			5
Commission Prestations et statistique			3
		Numérisation	14
Total			24

5.3 CSFC

Commission / organe	Sous-commission	Groupe de travail	Séances
Assemblée générale			3
Comité			10
Mesures intercantionales		Groupe d'accompagnement Triage	3

	Groupe d'accompagnement Dialogue sur l'inclusion numérique	1
	Groupe d'accompagnement Campagne	3
Total		20

6 Membres

6.1 Assemblée générale

(état au 31 décembre 2025)

Argovie	Sonja Ampert Vorsteherin Abteilung Berufsbildung und Mittelschule Bachstrasse 15, Postfach 5001 Aarau
Appenzell Rhodes-Extérieures	Peter Bleisch Leiter Amt für Mittel- und Hochschulen und Berufsbildung Obstmarkt 3 9102 Herisau
Appenzell Rhodes-Intérieures	Alfred Steingruber Leiter Amt für Berufsbildung und Berufsberatung Hauptgasse 51 9050 Appenzell
Bâle-Campagne	Natalie Breitenstein Leiterin Dienststelle Berufsbildung, Mittelschulen, Hochschulen Rosenstrasse 25 4410 Liestal
Bâle-Ville	Patrick Langloh Leiter Mittelschulen und Berufsbildung Leimenstrasse 1 4001 Basel

Berne	<p>Barbara Gisi Vorsteherin Mittelschul- und Berufsbildungsamt Kasernenstrasse 27, Postfach 3000 Bern 13</p> <p>Jean-Pascal Lüthi Chef de la Section francophone Chemin des Lovières 13 2720 Tramelan 22</p>
Fribourg	<p>Christophe Nydegger Chef du Service de la formation professionnelle Derrière-les-Remparts 1 1701 Fribourg</p>
Genève	<p>Liliane Zossou Directrice général de l'Office pour l'orientation, formation professionnelle et continue Rue Prévost-Martin 6, case postale 192 1211 Genève 4</p> <p>Gilles Thorel Directeur général de l'enseignement secondaire postobligatoire Chemin de l'Echo 5A 1213 Onex</p>
Glaris	<p>Patrick Geissmann Hauptabteilungsleiter Höheres Schulwesen und Berufsbildung Gerichtshausstrasse 25 8750 Glarus</p>
Grisons	<p>Curdin Tuor Leiter Amt für Berufsbildung Grabenstrasse 1 7001 Chur</p> <p>Gion Lechmann Leiter Amt für Höhere Bildung Grabenstrasse 1 7001 Chur</p>
Jura	<p>Françoise Do Linh Xuan Cheffe du Service de la formation postobligatoire Rue du 24-Septembre 2 2800 Delémont</p>
Lucerne	<p>Daniel Preckel Leiter Dienststelle Berufs- und Weiterbildung Obergrundstrasse 51</p>

	6002 Luzern
Neuchâtel	Laurence Knoepfler Chevalley Cheffe du service des formations postobligatoires et de l'orientation Espacité 1 2302 La Chaux-de-Fonds
Nidwald	Pius Felder Leiter Amt für Berufsbildung und Mittelschulen Robert-Durrer-Strasse 4, Postfach 1241 6371 Stans
Obwald	Urs Burch Vorsteher Amt für Berufsbildung Grundacherweg 6, Postfach 1164 6061 Sarnen 1
Saint-Gall	Bruno Müller Leiter Amt für Berufsbildung Davidstrasse 31 9001 St. Gallen
Schaffhouse	Philipp Dietrich Dienststellenleiter Berufsbildung und Berufsberatung Ringkengässchen 18 8201 Schaffhausen
Schwyz	Jürg Ehlig Vorsteher Amt für Berufsbildung Kollegiumstrasse 28, Postfach 2193 6431 Schwyz
Soleure	Daniel Stähli Vorsteher Amt für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen Kreuzackerstrasse 1 4502 Solothurn
Tessin	Paolo Colombo Direttore Divisione della formazione professionale Via Vergiò 18, casella postale 6932 Breganzona
Thurgovie	Marcel Volkart Chef Amt für Berufsbildung und Berufsberatung Grabenstrasse 5 8510 Frauenfeld
Uri	Yvonne Slongo

	Vorsteherin Amt für Berufsbildung Klausenstrasse 4 6460 Altdorf
Vaud	Lionel Eperon Directeur général de l'enseignement postobligatoire Rue Saint-Martin 26 1014 Lausanne
Valais	Tanja Fux Cheffe du Service de la formation professionnelle Avenue de la Gare 34 1951 Sion
Zoug	Dusan Milakovic Leiter Amt für Berufsbildung Chamerstrasse 22 6301 Zug
Zurich	Niklaus Schatzmann Vorsteher Mittelschul- und Berufsbildungsamt Ausstellungsstrasse 80 8090 Zürich
Principauté de Liechtenstein	Werner Kranz Vorsteher Amt für Berufsbildung und Berufsberatung Postfach 684 FL-9490 Vaduz

6.2 CSFP élargie

Les cheffes et chefs d'office mentionnés ci-dessous sont membres de la CSFP à la suite de l'élargissement de la CSFP aux thématiques de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière ainsi que de la formation continue. Ils sont directement subordonnés au conseiller ou à la conseillère d'État de leur canton pour ces mêmes thématiques :

Orientation professionnelle, universitaire et de carrière (CS OPUC)

Fribourg	Thomas Di Falco Chef du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes Rue St-Pierre Canisius 12 1700 Fribourg
Jura	Andréas Häfeli Chef du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

Rue du Banné 23
2900 Porrentruy

Schwyz

Janina Baruth
Vorsteherin Amt für Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung
Huobstrasse 9
8808 Pfäffikon

Uri

Dominic Wetli
Abteilungsleiter Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung
Klausenstrasse 4
6460 Altdorf

Valais

Cédric Vergère
Vorsteher Amt für Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung
Avenue de France 23
1950 Sion

Zoug

Olivia Ott
Leiterin Amt für Berufsberatung
Baarerstrasse 21
6300 Zug

Zurich

Christine Viljehr
Leiterin Fachbereich Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung
Dörflistrasse 120, Postfach
8090 Zürich

Formation continue (CSFC)

Fribourg

Thomas Di Falco
Chef du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes
Rue St-Pierre Canisius 12
1700 Fribourg

Grisons

Gion Lechmann
Leiter Amt für Höhere Bildung
Grabenstrasse 1
7001 Chur

6.3 Comité de la CSFP

(état au 31 décembre 2025)

Président	Christophe Nydegger (FR)
Vice-présidents	Paolo Colombo (TI), Niklaus Schatzmann (ZH)
Responsables du secrétariat	Karin Rüfenacht (CSFP, conduite stratégique), Franziska Wiedmer (CSFP, conduite administrative)
Membres	Lionel Eperon (VD), Benedikt Feldges (CSFC), Barbara Gisi (BE), Natalie Breitenstein (BL), Bruno Müller (SG), Daniel Reumiller (CS OPUC), Daniel Preckel (LU)
Hôtes permanents	Rémy Hübschi (SEFRI), Jean-Pascal Mougjin (CLPO), Claude Pottier (CSFO)

6.4 Commissions de la CSFP

(état au 31 décembre 2025)

Commission Formation professionnelle initiale (CFPI)

Président	Daniel Preckel (LU)
Responsable du secrétariat	Katja Dannecker (CSFP)
Membres	Patrick Geissmann (GL), Vincent Joliat (JU), Jodok Kummer (VS), Alexander Lees (BE), Gaetano Lentini (BS), Barbara Montereale (VD), Sandro Schneider (AG), Annette Schwarz (TG), Philipp Thommen (BE), Claire Veri Sanvito (TI), Walter Waltenspül (ZH), Markus Zwysig (ZH)
Hôte permanent	Toni Messner (SEFRI)

Commission Formation et qualification des adultes (CFQA)

Présidente	Barbara Gisi (BE)
Responsable du secrétariat	Bernadette Fischli (CSFP)
Membres	Raphaël Crittin (VS, jusqu'en novembre 2025), Marion Gundi (VS, à partir de décembre 2025), Ramon Fontana (GR), Tatiana Lurati (TI), Mariana Perret (NE, jusqu'en mars 2025), Christelle Maire de Bellis (NE, à partir d'avril 2025), Dao Nguyen (GE), Carla Müller-Stähli (ZH), Priska Raimann (SO et Espace de formation Suisse du Nord-Ouest), Evelyn Tsandev (BE / CS OPUC)
Hôtes permanents	Sabina Giger (SEFRI), Reto Trachsel (SEFRI)

Commission Développement des professions (CDP)

Président	Bruno Müller (SG)
Responsable du secrétariat	Karin Rüfenacht (CSFP)
Membres	Peter Dinkel (ZH), Christoph Düby (BE), Fredy Fritsche (SG), Morgane Gauthier (GE), Christian Koch (TG), Matthias Kunz (AG), Jodok Kummer (VS), Fabrice Rouiller (VD), Karin Schmidt (ZG), Patrick Seiler (SO), Claire Veri Sanvito (TI)
Hôte permanent	Thomas Ruffieux (SEFRI)

Commission Financement de la formation professionnelle (CFFP)

Président	Lionel Eperon (VD)
Responsable du secrétariat	Pierre-Yves Puipe (CSFP)
Membres	Patrick Ceti (SG), Stéphane Ingold (NE), Igor Kos (ZH), Peter Michel (BE), Philippe Muggli (VD), Alexandre Rey (VS), Erich Rosenberg (ZG)

Commission Écoles supérieures (CES)

Président	Marcel Volkart (TG)
Responsable du secrétariat	Pierre-Yves Puipe (CSFP)
Membres	Manuela Del Torso (TI), Antoinette Collet (BE), Dorian Koller (AG), Gregor Kreyenbühl (LU), Angela Martucci (ZH), Anne-Marie Munch (GE), Marc Olivi (SG), Yves Rey (VS)
Hôte permanente	Ramona Nobs (SEFRI)

Commission Organisation et processus (COP)

Président	Curdin Tuor (GR)
Responsable du secrétariat	Gabriela Maurer (CSFP)
Membres	Julia Brunner (AG), Raphaël Crittin (VS), Caterina Mari (TI), Alain Perriard (FR), Claude Pottier (CSFO), Martin Eric Ritz (Educa), Erich Rosenberg (ZG), Stefan Schmid (LU), Ueli Schmutz (BE), Marcel Steffen (ZH)
Hôtes permanents	Marc Fuhrer (CSFO), Alain Caba (CSFO)

Commission Procédures de qualification (CPQual)

Présidente	Tanja Fux (VS)
Responsables du secrétariat	Patrick Wolfgang (CSFO) / Lucas Brühwiler (CSFO)
Membres	Heinz Bross (ZH), Ernst Heim (BE), Roger Maurer (LU),

Hôte permanent Massimo Oggiano (GR), Fabienne Dorthe (VD), Joel Berchier (FR), Roberto Colgliati (TI)
Reto Trachsel (SEFRI)

Commission CSFO (CCSFO)

Présidente Natalie Breitenstein (BL)
Responsable
du secrétariat Melanie La Marra (CSFO)
Membres Thomas Di Falco (FR), Tanja Fux (VS), Andréas Häfeli (JU), Christine Viljehr (ZH),
Philipp Dietrich (SO), Maja Huber (BE), Curdin Tuor (GR)
Hôtes permanents Peter Marbet (CSFP), Claude Pottier (CSFO)

Commission Transitions (CTR)

Présidente Monika Eicke (LU)
Responsable
du secrétariat Franziska Wiedmer (CSFP)
Membres Brigitte Arn (BE), Benedikt Arnold (BS), Chiara Orelli Vassere (TI), Frédéric Panza (NE),
François Pidoux (VD), Sibylle Raoult (BS), Yvan Rumpel (VD), Barbara Schneider (ZH),
Heike Suter (AG)

6.5 Sous-commissions et autres

Sous-commission Lieux de formation de la Suisse alémanique

Président Sandro Schneider (AG)
Responsable
du secrétariat Karin Rüfenacht (CSFP)
Membres Yves Anderhub (LU, jusqu'en juin), Manuela Gigon (à partir de septembre), Anja
Groenvold (BL), Sandra Hartmann (SG), Patrick Seiler (SO), Carol Suter (ZH), Anja
Wildgrube (BE)

Sous-commission Formation initiale en entreprise (Suisse alémanique)

Président Gaetano Lentini (BS)
Responsable
du secrétariat Bernadette Fischli (CSFP)
Membres Kurt Hintermann (AG), Gerhard Gerner (FL), Benno Keller (SG), Pierpaolo Lorenzetto
(GR), Roger Sigrist (SZ), Walter Waltenspül (ZH)

Sous-commission Formation initiale en entreprise (Suisse romande)

Président	Vincent Joliat (JU)
Responsable du secrétariat	Pierre-Yves Puiippe (CSFP)
Membres	Jean-Denis Babel (GE), Christophe Caloz (VS), Susana Camarda (VD), Corinne De Marco (NE), Brigitte Fornerod (FR), Gabriel Schlub (NE), Cristina Voutat (BE)

Commission spécialisée Gestion des données de la formation professionnelle

Président	Curdin Tuor (GR)
Responsable du secrétariat	Marc Fuhrer (CSFO)
Membres	Ueli Schmutz (BE), Raffaele Regazzoni (TI), Alain Perriard (FR), Claude Pottier (CSFO), Erich Rosenberg (ZG), Stefan Schmid (LU), Marcel Steffen (ZH), Julia Brunner (AG), Raphaël Crittin (VS)
Hôte permanent	Martin Eric Ritz (Educa)

7 Secrétariat

Nom	taux d'activité
Katja Dannecker	90 %
Bernadette Fischli	50 %
Remo Grossenbacher	80 %
Pia Hess	60 %
Peter Marbet	100 %
Gabriela Maurer	60 %
Pierre-Yves Puiippe	100 %
Karin Rüfenacht	100 %
Franziska Wiedmer	100 %
Total	740 %

8 Annexes

- Reporting 2025
- Liste des représentantes et représentants des cantons dans les groupes de travail et les projets actifs en 2025
- Brèves des séances du Comité et de l'Assemblée générale tenues en 2025